

La concurrence coûte cher...

Ils ont le champ libre depuis 2004 vers les entreprises, les prix de l'électricité augmentent de 48 %

En 2007, ce sera le tour des particuliers.

Lire en page 2

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 810

15 juin 2006

prix : 0,70 €

www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
www.
www.
www.
www.
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com

www.pcf-44.com

L'info de tous les jours

■ LA FÊTE

Revenons sur le succès de la Fête des Nouvelles (au fil des pages de ce numéro).



**Quand la Fête rime avec le monde du travail,
la jeunesse, les luttes, la politique avec
une partie spectacle de grande qualité,
elle est naturellement populaire et combative**

L'actualité politique...

EN BREF

Pas de naïveté

Nicolas SARKOZY à grand coups de clairons, se déclare vouloir par un nouveau texte, régulariser 800 familles et enfants actuellement menacés d'expulsion. Il ne s'agit nullement d'un assouplissement de la politique de notre ministre de l'intérieur mais simplement d'un coup médiatique de sa part pour chercher un nouveau souffle dans une période difficile à traverser pour le candidat à la candidature suprême.

La chasse à l'enfant continue



Avec la règle à calcul ministérielle, ce sont au moins 50 000 enfants qui sont scolarisés, dont 10 000 en danger d'expulsion. La mesure annoncée par Nicolas SARKOZY n'en toucherait donc que 1% à 2%, alors qu'avant 2003 aucun

enfant n'était expulsable. Voilà rapidement donnés, les résultats d'une démarche politique.

Drôle de comptes

A grands renforts de publicité, l'annonce des chiffres des accidents de la route et des morts pour 2005 tendrait à faire croire que les résultats de la politique menée par le ministère des transports seraient satisfaisants. Moins de 5 000 morts, c'est bien. Ce qui l'est moins c'est que pour obtenir coûte que coûte ce chiffre, le ministère transgresse les règles européennes ne comptant que les décès constatés lors de l'accident. A ce tarif là, on va finir par être bon.

Travail gratuit

Chacun pouvait avoir une petite pensée envers notre ancien premier ministre Jean-Pierre RAFFARIN à l'occasion de ce nouveau lundi de la Pentecôte encore plus «bordélique» que les précédents. Tu travailles ou tu ne travailles pas ? Personne ne sait plus trop mais une chose est sûre, ce sont les salariés qui paient une journée de solidarité envers les personnes âgées sans que l'on ne touche aux fortunes et à la spéculation.

Et de six

Egale à elle-même, Arlette LAGUILLER vient de faire acte de candidature pour les prochaines élections présidentielles. Alors quoi de nouveau me direz-vous ? Rien, rien sous les cieus trotskistes, les têtes sont les mêmes, les arguments aussi : «Tous dans le même sac, je suis la meilleure, et vive les travailleurs et les masses exploitées et spoliées par le capital». Tout un programme n'est ce pas ?...

Après les jeunes, les vieux

Dominique DE VILLEPIN à peine remis des remous du CPE, s'en prend cette fois au travail des seniors en annonçant 31 mesures pour augmenter les années de travail après 60 ans. Premières réactions de la classe sociale et politique : Un nouveau tollé qui ne reçoit au final que les félicitations du MEDEF qui voit en ce plan des réponses positives à ses propositions.

Pas touche au CNE

Répondant au ministre délégué à l'emploi Gérard LARCHER, la présidente du MEDEF vient de déclarer qu'il n'était pas question que s'ouvrent des négociations sur le contrat nouvelle embauche, en juin. Le texte en en effet trop précieux pour le MEDEF pour ouvrir quelque négociation, qui pourrait limiter l'ultra libéralisme des dispositions de ce contrat notamment sur les questions de rupture sans motivation.

Point de vue

Par Jean Yves MARTIN



C'est de longue date que SARKOZY, obnubilé par sa volonté de conquête du pouvoir en 2007, et pour prendre des voix à l'extrême droite, déporte le débat politique vers les ténèbres du sécuritaire, des réflexes du chacun pour soi et des peurs attisées.

Mais, force est de constater qu'aujourd'hui Ségolène ROYAL n'a rien trouvé elle-même de plus pressé que de suren-

chérir sur ce terrain du tout-sécuritaire, en prônant «la mise sous tutelle des allocations familiales», la culpabilisation des parents, des «internats pour les perturbateurs» et «un encadrement militaire» pour les primo-délinquants... Avant de remettre en cause la bannière sociale de la «gauche plurielle», les 35 heures.

Qu'on ne mette évidemment pas ça sur le compte de l'incompétence de l'une face à l'habileté tac-

ticienne de l'autre. Ce sont là des manières convergentes et complices de tenter d'exclure du champ des préoccupations, pourtant majoritaires : le chômage, la précarité, la désertion des services publics, les discriminations. Il est quasi certain que ça devrait continuer.

Car il y a là une stratégie délibérée, encouragée par des sondages d'opinion biaisés et portée par le grand cirque médiatique pré-présidentiel, qui vise dès à présent à enfoncer dans les esprits, pour un second tour bien avant l'heure, l'idée d'une bi-polarisation Ségolène-Sarkozy. Mettant du même coup dans le vent un projet socialiste pourtant minimaliste qui, avant même d'être finalisé, n'avait absolument rien de contraignant pour personne.

Pourtant, au-delà de ces leurrements soigneusement construits et entretenus, n'oublions jamais que les Français ne se sont aucunement dédités de ce qu'ils avaient exprimé fortement il y a un an : à savoir le rejet déterminé du Traité

constitutionnel européen, portant l'exigence d'une authentique alternative de gauche à l'ultralibéralisme. C'est bien ce champ là qu'il nous faut, sans désespérer, continuer à travailler.

«Voir au-delà des manœuvres pré-présidentielles»

Energie : Le prix du libéralisme

Ils nous avait promis monde et merveilles, Fini «le ringardisme» des services publics français d'un autre temps, dépassées ces entreprises qui freinent le développement du marché.

C'était, disaient-ils lors du sommet des chefs d'États à Barcelone, la motivation de l'intérêt général qui avait amené Lionel Jospin et Jacques Chirac à lever ensemble les barrières des déreglementations du marché de l'énergie. L'échec est patent.

Entre avril 2005 et avril 2006, le prix régulé de l'électricité fournie aux entreprises a fait un bond de 48 %. Comme en Grande Bretagne ou l'augmentation a été de 24 % en 2004 et 41,4 % l'an passé. La concurrence et la mise en cause des services publics de l'énergie profitent avant tout aux grands groupes et multinationales insatiables quant à leur appétits pour les profits.

Ils nous promettaient par la libre concurrence de l'énergie plus de compétitivité pour les entreprises,

dans les faits, c'est tout le contraire qui se produit aux dires même des économistes du système libéral, sans parler des répercussions que va avoir la libéralisation prévue en 2007 pour les particuliers ou les avantages garantis aux usagers vont être balayés, les tarifs modifiés alors qu'ils sont inférieurs actuellement de 66 % au prix du marché. Le secteur des télécommunications l'atteste, les surfacturations, les ententes entre les sociétés font

payer au prix fort aux usagers les privatisations.

Les enjeux de la libéralisation de l'énergie seront demain, dans une période électorale intense, ou les questions d'avenir, de choix de société seront posés, un centre d'intérêt que nous n'avons pas le droit d'occultier.

A l'image de ce que nous avons vu sur la Fête des Nouvelles avec la présence de militants qui engageaient le débat avec les participants et faisaient signer une pétition pour la défense du service public, nul doute pour compter sur les communistes pour placer ces questions au centre du débat national.



De vous à moi...

Chacun sait que la politique des petits copains, règne dans l'entourage de l'Élysée et de son locataire, mais de là à penser que l'on irait jusqu'à l'amnistie de Guy DRUT, il y avait une marche qui semblait difficile à franchir... Cela a pourtant été fait. Nous assistons à la représentation d'une tragédie de bas niveau, jouée dans un théâtre minable avec des acteurs dont on souhaiterait ne pas retenir les noms. Pourtant, nous sommes bien en France, pays des droits de l'Homme, au XXIème siècle mais c'est maintenant sûr, à la fin du règne d'un président qui se contente de régler ses problèmes personnels et sauver ses amis des condamnations qui ont été prononcées par la justice pour faute commise dans l'exercice d'un mandat électif.

Beaucoup ont crié à la République bananière, ont dénoncé le fait du prince, ont condamné une atteinte à la morale politique notamment quand on pense à ces milliers de jeunes qui se font condamner, dans le même temps, pour avoir osé dire non au CPE.

Guy DRUT lui représentera officiellement la France au Comité International Olympique, car la version de l'Élysée est celle-ci : «Monsieur le Président souhaite que ce soit le condamné amnistié, parce qu'un jour il a sauté les haies plus vite que tout le monde, qui porte dans cette instance internationale les couleurs de notre pays».

La démocratie est malade, comment s'étonner ensuite que les Français regardent la politique avec un œil aussi désabusé... Il faut vraiment que ça change, ne trouvez-vous pas !

Y.C.

Belle, chaleureuse,

populaire, citoyenne : La fête...

Militants syndicalistes, associatifs, politiques, amateurs de musique, de lecture ou tout simplement promeneurs du dimanche profitant du soleil, seul, en famille ou entre amis, il faisait bon ce week-end flâner entre les stands, boire une boisson fraîche, choisir son débat, manger une crêpe... bref, profiter pleinement d'une fête chaleureuse, conviviale, populaire, combative, riche de la diversité de ses participants... Une fête à l'image de ce qu'est le monde du travail et la jeunesse de ce département. Promenade le long des allées du Parc Paysager pour quelques rencontres citoyennes...

Les collectifs lycéens Toujours en alerte



Julie a 18 ans. En terminale L au lycée Aristide Briand de Saint-Nazaire, elle a été, depuis le 6 février, de tous les combats contre le CPE. Ce week-end, avec ses copines, elle représente le collectif lycéen.

«Aujourd'hui, après la victoire, il faut passer le bac, c'est la priorité» constate la jeune fille qui prévient que tout n'est pourtant pas fini, loin de là... «Entre nous, on parle beaucoup des élections de 2007 et on invite ceux qui viennent d'avoir 18 ans à s'inscrire sur les listes électorales. Et puis, on reste vigilant. Si le CPE devait revenir sous une autre forme, on est tous prêts à se rebeller et à repartir».

Élus Communistes et républicains Un visiteur sud-américain

On se presse plus que de coutume autour du stand des élus en ce dimanche après midi. Marc JUSTY y reçoit le Secrétaire de l'ambassade de Cuba et chacun sait que l'Amérique du sud et ses bouleversements politiques interpellent beaucoup les militants progressistes français. «C'est toute la population cubaine qui se bat contre le blocus imposé par l'administration américaine» assure le diplomate sud-américain qui appelle à un développement de la coopération entre les deux pays et à un soutien actif des élus. Rappelant la casse des acquis sociaux, opérée par la droite, depuis 2002, le Président de l'Association Départementale des Elus Communistes et Républicains a souligné que malgré les énormes difficultés que rencontre l'île, les efforts consentis par Cuba «notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé étaient des exemples à suivre, y compris par les pays riches et industrialisés».



Jeunes communistes Ca bouge partout

Musique, discussions assis en rond ou allongés dans l'herbe, vente de tee-shirts, signatures de pétitions... Ça remue à l'espace jeune où nous nous entretenons avec Raynald. Nous voulons savoir ce qui l'a poussé à adhérer à la JC. «Je suis fonctionnaire territorial, il y a longtemps que j'ai des idées de gauche et que je désirais m'investir. Ici, c'est sympa ça bouge partout, ça renonce pas à vouloir changer le monde. Je suis pour le SMIC à 1500 euros tout de suite, pour le service public, contre la précarité. Et puis il faut donner un coup de jeune au communisme, c'est pour cela que je m'engage!»

Pétition Denis du gaz et Alain de l'électricité

EDF et GDF ont fusionné sous le même stand à l'extrémité de l'espace Luttons. «Un symbole de ce que devrait faire la gauche, si elle était vraiment la gauche et si demain elle revenait au pouvoir» nous dit Alain «de l'électricité» qui avec Denis «du gaz» font signer la pétition pour protester contre la fusion avec Suez «décidée à la hussarde par un gouvernement qui a renié sa parole». «Facture de gaz qui flambe, service public qui part en fumée» constatent les affiches collées sur les toiles. Un constat vérifié chaque jour par les usagers.



La presse en danger Des centaines de signatures

A l'entrée du Parc Paysager, au stand de l'Humanité, la pétition demandant au gouvernement d'agir au plus vite et de «produire des actes concrets» pour sauvegarder le pluralisme de la presse, rassemblait en deux jours près d'un millier de signatures.

Mouvement social La parole à ceux qui luttent

Autour de la section de Saint-Nazaire s'est structuré un espace luttes et solidarité. A l'invitation du responsable nazairien aux entreprises Anthony PERIGAUD, dimanche midi, des militants prenaient librement la parole.

Parmi eux Frédéric, délégué du personnel du Port Autonome. Le jeune responsable syndical parlait de la victoire remportée ce printemps contre le projet de directive libérale que l'Europe voulait imposer à tous les travailleurs portuaires. «C'est la deuxième fois que nous faisons reculer le Parlement de Strasbourg» notait le militant qui précisait que si «en 2003, la décision avait été arrachée à 20 voix de majorité, en 2006, sous la pression des manifestants venus de toute l'Union, la victoire a été obtenue par 532 voix contre...20»

René qui travaille chez Airbus à Bouguenais, remarquait que dans son entreprise, alors que les commandes et les profits s'envolent, l'emploi «traîne des pieds». Dans les quatre pays constructeurs (Allemagne, France, Grande Bretagne, Espagne), «nous n'avons obtenu en tout que 1 000 créations d'emplois. Et on parle, de plus en plus ouvertement de délocalisations en Chine, en Inde ou en Russie. Pourtant, c'est d'abord et avant tout avec de l'argent et des commandes publiques qu'EADS a construit son succès».

«La privatisation est en route» prévenait Denis qui travaille chez EDF et il appelait à la mobilisation, le 14 juin, jour du débat sur l'éner-



gie à l'Assemblée nationale. «L'énergie, c'est l'indépendance nationale, c'est un secteur où il faut investir à très long terme» remarquait le technicien qui rappelait la faillite d'Enron aux Etats-Unis et l'état calamiteux du réseau de transport d'électricité en Californie.

Pascal travaille aux Chantiers de l'Atlantique («depuis trois jours, il faudrait dire chez Aker Yards!»). Le responsable syndical CGT s'interrogeait «Que deviendrait Saint-Nazaire sans les bateaux ? La France peut-elle renoncer à son dernier chantier naval ? Un pays peut-il se développer sans industrie, sans créer de richesses ?»

Le rendez-vous des débats : Quand la politique devient l'affaire des gens...

Pluralisme de la presse

Le week-end de la Pentecôte au Parc Paysager de Saint-Nazaire, c'est le week-end des débats. Débats dans les allées, dans les stands, autour des tables, assis dans l'herbe à l'ombre des arbres... rencontres citoyennes aussi sous le chapiteau des «Nouvelles» avec des échanges passionnés, des moments intenses où la politique redevient vraiment l'affaire de tous.

LE HYARIC. «Il n'y a pas un journal national qui est à l'équilibre» constate le directeur du quotidien communiste «même Le Monde ou Le Figaro qui tirent entre 300 et



400 000 exemplaires chaque jour». Il évoque le sort de France Soir, parle de la crise de Libération tandis que son confrère raconte comment Serge DASSAULT a racheté l'ancien groupe HERSANT et «uniquement intéressé par Le Figaro» a vendu Presse Océan au plus offrant. «Ouest France, c'est, chaque jour 780 000 exemplaires, pourtant nous

avons dénoncé le scandale de l'Erika, Total n'a plus fait une ligne de publicité dans le journal. Depuis que Robert HUE est allé à Calais défendre l'emploi chez Lu et sur le site de Ris Orangis, Danone a boycotté nos pages...» raconte le directeur de L'Humanité qui constate qu'après la drogue et les armes, la publicité est la troisième source de revenus dans le monde. Rencontrant récemment, le Ministre de la Culture pour évoquer avec lui la crise de la

«Pour le cinquantième anniversaire des Nouvelles de Loire-Atlantique, nous nous devons de faire réfléchir sur l'avenir de la presse écrite, sur la défense du pluralisme» affirme Yannick CHENEAU, responsable du journal de la Fédération qui anime le débat. «Des journaux nationaux d'opinion comme La Croix ou L'Humanité gagnent des lecteurs mais perdent de l'argent» souligne Jean Marie BIETTE, directeur départemental de Ouest France. «En un an, nos ventes ont progressé de plus de 5%, pourtant chaque fois qu'un humain sort de la machine je sais que je perds 30 centimes» confirme Patrick



ne sommes pas à l'abri» explique Jean Marie BIETTE. «C'est pourquoi nous nous diversifions avec la radio, la télévision locale et notre site internet» Comme son confrère, il dénonce, devant un public attentif et qui mainte-

nant déborde dans la rue, les dangers d'une concentration à marche forcée qui pousse la plupart des groupes multimédias à s'adosser à des empires industriels «vendeurs d'armes, de centrales nucléaires ou champions du BTP dont le métier premier n'est pas de faire de la communication». Rappelant le lobbying du groupe Murdoch (145 télévisions, 125 radios et autant de journaux dans le monde) favorable à l'intervention en Irak, ils montrent les risques de manipulation d'une information soumise à la loi de l'argent. «En dessous de 40% de recettes publicitaires, je ne sais pas faire à moins de doubler le prix de vente du journal» avoue Jean Marie BIETTE, alors que Patrick LE HYARIC doit se contenter d'à peine 11%. «Depuis que nous

«Il n'y a pas un quotidien national qui gagne de l'argent» Patrick Le Hyaric

presse écrite, il lui a fait une proposition concrète : «Appliquez une légère taxation de 0,5% sur les flux financiers générés en France



par les recettes publicitaires. Cela rapportera 165 millions de francs qui pourraient permettre de constituer un fonds géré à parité par l'Etat et par les éditeurs et servirait à consolider le pluralisme de la presse».

Quelle alternative à gauche pour 2007 ? Une gauche rassemblée pour parler enfin de la vie des gens

Le moins qu'on puisse dire c'est que les communistes ne lâchent pas l'affaire ! Depuis le référendum, en Loire-Atlantique, ils ont multiplié les initiatives dans les villes et les quartiers pour rassembler la gauche, toute la gauche, et travailler, avec les citoyens, des propositions alternatives crédibles qui permettent de battre durablement la droite et de réussir cette fois, enfin, à gauche. De l'avis de tous les participants, la victoire du CPE obtenue dans l'unité montre la voie à suivre. A Saint-Nazaire, nous ne sommes pas

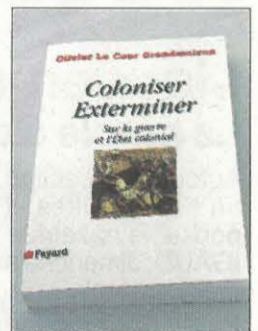


sur les plateaux de la télévision mais devant un public attentif qu'il ne faut pas beaucoup pousser pour qu'il réagisse. Alors, ce n'est pas du «corbeau» ou la dernière déclaration sécuritaire de Ségolène dont discutent les politiques mais de la vie des gens, des moyens de l'améliorer. C'est la question sociale qui est au cœur des échanges, c'est le pouvoir d'achat, les salaires, une possible sécurité d'emploi,

de formation, de revenus tout au long de la vie, c'est le retour à la retraite à 60 ans qui occupent les esprits, c'est l'emploi, c'est l'avenir des enfants... «Le 29 mai, le peuple de gauche rassemblée, tout le peuple de gauche a rejeté la politique libérale...» rappellera, Michel RICA et «à la suite de notre Congrès, nous mettons en débat la question d'une candidature antilibérale unique qui rassemble pour gagner».

Stand du livre Les deux coups de cœur de la Fête

«J'avais 8 ans en 1940» Le récit de Jeannette RUMIN-THOME est notre coup de cœur du samedi. «Ce n'était pas prévu» raconte l'auteur. «Un beau jour, j'ai ressenti le besoin de témoigner pour mes petits enfants». Véritable plaidoyer féministe, le livre de Jeannette, ne se limite pas à la seconde guerre mondiale. Il retrace l'itinéraire de la militante communiste nazairienne chargée de famille qui s'engagera sans retenue contre la guerre d'Indochine, contre l'arme nucléaire et pour la paix en Algérie «avant de s'exiler pour suivre son mari à Avrillé». J'avais 8 ans en 1940, L'Harmattan, 17,50 euros. «Coloniser. Exterminer» Le livre d'Olivier LE COUR GRANDMAISON nous ouvre les yeux sur cet Etat colonial qui fut d'abord et avant tout un Etat d'exception permanent. Coloniser. Exterminer, Fayard, 22 euros



Nous tenons tout particulièrement à remercier Ophélie DEJEU, Jean-Yves MARTIN, Michel DEJEU et Yannick CHENEAU pour nous avoir permis de réaliser en peu de temps ce reportage de qualité sur l'édition de notre Fête 2006.

Évènement, culture, idées...

La «fracture coloniale» : Un passé qui fait mal quand il se conjugue au présent

Le ciel bleu, le soleil, la digestion... Tout invitait à faire la sieste en ce début d'après midi de dimanche à la Fête des Nouvelles de Loire Atlantique. Pourtant les échanges passionnés du débat sur la «fracture coloniale», les éclats de voix et les applaudissements du public ont réveillé la fête, attiré les curieux, témoi-

gné de la brûlante actualité d'un sujet que «Indigènes», le film de Rachid Bouchareb, récompensé au dernier festival de Cannes, avait ramené sous les feux de l'actualité comme la rappelait opportunément Jean Pierre Landais (Huma-Café), animateur de la rencontre.



«Ce film, c'est une brèche qui s'ouvre, un rappel salutaire pour tous ceux qui souffrent de crampes mentales» lance **Mouloud Aounit**, secrétaire général du MRAP.

«On n'est pas coupable de son passé mais on le devient si on ne veut pas le regarder droit dans les yeux» commente **Olivier Le Cour Grandmaison**, auteur du livre «Coloniser—Exterminer, sur la guerre et l'État colonial» (Fayard, 2005).



Pour Rosa Moussaoui, journaliste à l'Humanité «c'est une réelle bouffée d'oxygène» après la bataille autour de la loi du 23 février 2005 qui visait à consacrer «l'œuvre civilisatrice de la France» dans ses anciennes colonies (une loi dont seul l'article 4 a été aboli); après la stèle érigée à Marignane réhabilitant les anciens de l'OAS, après la loi Sarkozy sur «l'immigration subie»; après les déclarations du Président socialiste de la Région Languedoc Roussillon qualifiant de «sous hommes» les harkis; après...

Affronter son passé, «c'est tout le problème d'un pays qui publiait la Déclaration des Droits de l'Homme en 1791 et rétablissait l'esclavage en 1802, qui rédigeait le Code Civil dont se sont inspirées de nombreuses nations démocratiques de par le monde mais qui proclamait aussi, dès 1685 (sous Louis XIV), le Code Noir qui allait devenir la référence pour les pays esclavagistes pendant plus d'un siècle et demi, qui installait le pacte républicain au début des années 1880 et votait dans la foulée un Code de l'Indigénat, légalisant le travail forcé au nom duquel 17.000 Africains perdront la vie pour construire les 500 Kms de la voie ferrée Congo-Océan. Un code qui ne sera définitivement aboli qu'en 1946» rappelle, en historien, **Olivier Le Cour**.

«9,5 millions de Français, soit un Français sur six a des liens directs avec le passé colonial de son pays» note Mouloud Aounit. «Alors que l'enjeu c'est la reconnaissance de la



nation, on leur répond par la discrimination, le chômage forcé et l'exclusion (quelle représentation à l'Assemblée nationale, combien de maires à la tête d'une de nos 36.000 communes, combien de jeunes diplômés à qui on claqué la porte des entreprises...?), on les condamne à une «immigrétude» à vie et quand cela explose on répond par le couvre feu ou la menace d'un encadrement militaire» s'indigne le

militant du MRAP.

«Ce sont les classes populaires que l'on stigmatise, quand dans les cités populaires le taux de chômage atteint 40 voire 50%, c'est la classe ouvrière que l'on prive de travail et que l'on montre du doigt». Quand, après Le Pen, Sarkozy affirme «la France, tu l'aimes ou tu la quittes», c'est à tous

ceux qui luttent, qui refusent sa société ultra libérale et qui relèvent la tête qu'il s'adresse» affirme Rosa Moussaoui, replaçant la question sociale au cœur du débat et la gauche devant ses «incontournables» responsabilités.

Reportage : Ophélie et Michel Dejeu



VALEURS Par Régine Barraux

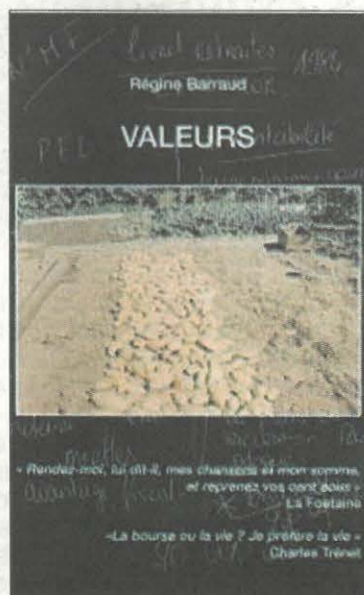
L'entrée d'un père atteint de la maladie d'Alzheimer dans une maison de retraite, amène ses enfants d'une famille de la Haye Fouassière, en Loire Atlantique, à faire l'inventaire de ses avoirs placés, en partie, sur des contrats d'assurance-vie. Ce qu'ils vont découvrir va les amener à s'interroger, à se renseigner et à agir.

Au-delà de la dénonciation des pratiques déviantes d'un

«conseiller» d'assurances, qui veut réaliser les objectifs fixés par son employeur, ce témoignage veut inciter les lecteurs à lire leurs contrats, quels qu'ils soient - et surtout les petits renvois en bas de page - à poser et se poser les bonnes questions.

Encourager les victimes de ventes abusives ou inadaptées à dénoncer ces pratiques. Et poser un certain nombre de questions, entre autres :

- Les revenus de placements indexés sur les valeurs de la bourse (assurance-vie, épargne salariale, PERP et ses déclinaisons ...) prendront-ils demain une part de plus en plus importante (mais aléa-



toire) dans les revenus des ménages, au détriment des revenus du travail ?

- Est-il normal que de plus en plus, les risques du marché boursier soient transférés sur les petits épargnants ?

- A force d'exonération d'impôts, d'exonération de charges... qui paiera le prix de la solidarité et des services publics ?

Demain, face à ces évolutions promues par nos gouvernants (notamment par la défiscalisation) mais aussi par un grand nombre d'acteurs - mutuelles, assurances, banques, organisations syndicales... - que deviendra notre système de protection sociale basé sur la

solidarité ?

Voilà, parmi d'autres, les pistes de réflexion proposées, avec en toile de fond le passage d'une religion qui, détournée, fut en son temps une des clés du pouvoir des classes dirigeantes, vers une autre «religion» beaucoup plus insidieuse, plus prégnante, sans aucun contre-pouvoir réel et dont le credo est : gagner toujours plus d'argent... en spéculant !

Un récit écrit pour informer, susciter le questionnement, la réflexion, et pourquoi pas le débat.

En vente 10 €, librairie Vent d'Ouest à Nantes.

Quand la politique s'invite sur la fête...

Il est 16 heures 30, le soleil inonde le public rassemblé devant la grande scène. Entouré par la direction départementale, Michel RICA, visiblement satisfait du succès de la Fête 2006, prend la parole en rappelant que l'an passé, le rendez-vous des communistes de Loire-Atlantique se tenait à quelques jours du référendum.



Renforcement, abonnement et pétitions

Durant ces deux jours de fête, dans les stands et les allées les discussions allaient bon train. C'est ainsi que l'appel de Marie George Buffet pour un rassemblement anti-libéral était signé par de nombreux participants ainsi que la pétition pour le pluralisme de la presse qui a réuni quelque mille signatures.

Avec 4 abonnements au journal l'Humanité et 3 l'Humanité Dimanche, les camarades du stand du journal, à l'entrée de la fête, se sont félicités du nouvel accroissement de la vente du quotidien et du magazine communiste sur notre département.

Côté renforcement du Parti Communiste et jeunes communistes, c'est avec 21 adhésions au Parti et 3 à la JC que s'est conclue la fête. Du côté des jeunes communistes les responsables insistent sur les nombreux contacts pris durant ces deux jours.

Michel RICA, Secrétaire départemental du PCF

«Quand les citoyens contestent l'ordre des choses, ils peuvent influencer sur des orientations politiques que jusqu'alors ils subissaient»

«Le 29 mai a porté haut et fort, comme jamais depuis longtemps, le rejet du libéralisme... Vous comprendrez la satisfaction des militants communistes de notre département d'avoir pu dire que ce sont les villes dont les maires sont communistes qui ont obtenu les meilleurs résultats du NON. Cet engagement du Parti Communiste et de ses élus dans la bataille du NON, a été déterminant... Et nous avons tous mesuré que lorsque les citoyens, les citoyennes débattent, quand ils exigent, quand ils contestent l'ordre des choses, ils peuvent influencer sur les orientations politiques que jusqu'alors ils subissaient. Cet engagement collectif peut être d'une portée considérable.... Battre la droite et réussir à gauche, exige le débat, la confrontation, l'action.

Les communistes de Loire-Atlantique y travaillent, ils organisent rencontres et forums visant précisément à poursuivre le débat entre les forces de gauche, avec le mouvement syndical, associatif mais surtout un débat dont les citoyens soient

réellement partie prenante. Reconnaissons ici, à Saint-Nazaire, le rôle joué par les communistes concernant la bataille pour une Navale du 21^e siècle répondant aux besoins du pays et du transport maritime...Oui, il faut rompre avec les logiques capitalistes, il faut battre cette droite arrogante qui renforce jour après jour, décisions après décisions, les inégalités, qui enfonce notre pays dans la crise... Comme l'a dit Marie-George BUFFET dans l'appel par un rassemblement anti-libéral qu'elle a lancé à l'occasion du Congrès du Parti Communiste " si nous parvenons à constituer ce rassemblement, avec la volonté de faire bouger toute la gauche et de donner toute sa place à la dynamique populaire antilibérale alors nous pourrions battre la droite et réussir à gauche en changeant vraiment et enfin la vie».



Aymeric SEASSAU, responsable départemental du Mouvement des Jeunes Communistes

«Entrer en conflit avec les forces de l'argent... jusque dans les institutions»

«Des marées humaines pour battre LE PEN aux défilés lycéens contre la réforme Fillon, du grand mouvement contre la guerre faite au peuple d'Irak à la victoire contre la Constitution européenne (que les jeunes ont sanctionné à plus de 60%), du succès obtenu contre le Contrat Première Embauche aux mobilisations contre chacune des lois liberticides du sinistre SARKOZY... mesurons le chemin parcouru depuis le retour de la droite au pouvoir.... Il faut que les CHIRAC, SARKOZY et PARISOT se rentrent ça dans la tête : la jeunesse aspire à un autre avenir... Dans un pays riche où les profits du CAC 40 battent des records et où les salaires des grands patrons augmentent aussi vite que la précarité, des droits nouveaux pour les jeunes, une sécurité d'emploi et de for-

mation c'est possible et surtout c'est urgent ! Mais cela nécessite d'entrer en conflit avec les forces de l'argent dans la rue comme dans les urnes. Les jeunes communistes prendront leurs responsabilités dans toutes les mobilisations, dans le camp d'une gauche combative qui accepte de mener le combat jusque dans les institutions... Parce que quand la droite et le patronat essaient de réinventer le travail journalier, cela donne écho à ce que nous disons depuis trop longtemps maintenant... aujourd'hui, plus que jamais, le capitalisme a fait son temps !»



Un meeting au cœur des préoccupations du quotidien...



Dominique GRADOR
Dirigeante nationale du PCF

«La candidature de Marie George BUFFET nous ne l'imposons pas. Nous disons, ensemble, discutons-la»

«D'abord, j'ai envie de vous parler de votre fête, de ce que je vois, de ce que je vis depuis hier. Elle est belle, chaleureuse, populaire, riche de la diversité de ses participants... Une fête à l'image de ce qu'est le monde du travail et la jeunesse dans ce département...

Il faut une grande ambition pour le peuple

Il faut une grande ambition pour assurer le travail des jeunes. L'idée d'une allocation autonomie leur garantissant d'avoir les moyens de se former, n'est plus seulement, aujourd'hui une idée du Parti Communiste, une idée de la Jeunesse Communiste, elle est portée par les syndicats, les étudiants, les jeunes l'ont plébiscité dans leurs manifestations, le Parti socialiste ne l'a pourtant pas inscrite dans son programme. Alors il faut que le peuple s'en mêle pour porter cette exigence au compte de ce qui devra changer en 2007. C'est vrai aussi de l'assurance donnée à chacune et à chacun de pouvoir bénéficier d'une sécurité d'emploi et de formation tout au long de sa vie. Il y a urgence à donner du pouvoir d'achat aux familles, à obtenir un SMIC à 1500 euros tout de suite, un Grenelle des salaires et des retraites, un relèvement des minima sociaux... En matière d'emploi, le CDI doit devenir la règle, les services publics doivent être

développés pour répondre aux besoins des populations. Il faut se réapproprié ceux qui ont été privatisés et en créer de nouveaux par exemple pour l'eau, le logement, le médicament, pour que la santé publique ne soit plus à la merci d'entreprises pharmaceutiques qui n'ont que le profit pour objectif... L'école ne doit pas être réservée qu'à ceux qui ont les moyens de payer... Nous proposons de consacrer 7% du Produit Intérieur Brut à l'éducation...

Nous avons les moyens de financer les réformes, il faut les discuter, il faut les imposer pour battre durablement la droite et développer une alternative crédible commune à toute la gauche. Nous devons aller chercher l'argent là où il est, l'argent inutile des grandes fortunes, de la spéculation financière... Qu'on arrête les cadeaux aux patrons sur les cotisations sociales, les revenus financiers doivent être mis à contribution au même taux que les salaires...

Voilà des propositions concrètes à mettre en débat à gauche pour construire une politique qui change vraiment la vie.

Avec la victoire du NON, la politique est redevenue une affaire populaire

Il y a tout juste un an, notre peuple rejetait le projet de constitution européenne suivi quelques jours plus tard par les Néerlandais. D'autres se seraient vraisemblablement exprimés ainsi si leurs gouvernements leur avaient donné la parole... Face à la déferlante médiatique qui voulait faire du OUI son affaire, le débat a réussi à se frayer un chemin partout... dans les ateliers, les bureaux, les villages, les halls d'immeubles, les familles... A l'échelle du pays, la politique

est redevenue une affaire populaire...

La victoire du NON a replacé la question sociale au cœur de toute construction politique européenne, de toute construction progressiste en France.

J'en veux pour preuve l'extraordinaire rassemblement contre le CPE, rassemblement d'abord des jeunes mais aussi du monde du travail, de toutes les générations, avec l'implication de toutes les forces syndicales, de toute la gauche et de l'extrême gauche. Un formidable mouvement social qui pour la première fois depuis que la droite est au pouvoir a fait mordre la poussière à son équipe dirigeante...



CHIRAC, VILLEPIN, SARKOZY, ça suffit ! Retirez vous !

Quand je pense à la bouillie politicienne que l'on nous sert chaque soir au journal télévisé ! C'est le fait du Prince qui amnistie l'ami Guy DRUT et traîne en justice les jeunes qui ont manifesté contre le CPE. C'est l'histoire sans fin du corbeau, des turpitudes quotidiennes de SARKOZY, des querelles de chefs qui se disputent la

dépouille d'un monarque en fin de règne, je comprends votre colère et votre désarroi...

Nous disons à CHIRAC, VILLEPIN, SARKOZY ça suffit ! Retirez vous ! Cessez de vous en prendre à la dignité de la France ! A la dignité du peuple, redonnez lui la main !

... Il est urgent de travailler à une politique qui renoue avec le progrès social, avec les idées de solidarité et de partage. C'est possible, la France, l'Europe sont suffisamment riches pour cela...

Nous voulons battre la droite et faire réussir la gauche

... Nous voulons battre la droite dans les luttes et dans les urnes avec celles et ceux qui ont le plus à souffrir de sa politique et nous voulons jouer la gagne pour réussir à gauche une alternative concrète, exigeante, durable... C'est le sens de l'appel de Marie-George BUFFET au rassemblement des forces antilibérales. Nous y travaillons avec l'ensemble des forces de gauche sans exclusive... Pour réussir, nous pensons que les citoyennes et les citoyens doivent pouvoir compter sur une candidature communiste. Cette candidature, nous ne l'imposons pas.

Nous disons, ensemble, discutons-la. Cette candidature qui s'adresse à tout le peuple de gauche, qui porte la colère, qui renoue avec l'espoir ne peut être, de mon point de vue, que celle de Marie George BUFFET. C'est ma conviction.



Pourquoi pas BOVE ou BESANCENOT ?

Pourquoi pas, me direz vous, José BOVE ou BESANCENOT pour porter ce rassemblement libéral qui exprimera les exigences d'une gauche bien à gauche et éviter la dispersion ? José BOVE est une personnalité dont les convictions écologistes, antilibérales, altermondialistes ne sont plus à démontrer. Il partage avec Marie-

George BUFFET et le Parti Communiste la même démarche unitaire. Mais je considère qu'accepter sa can-



didature serait quelque part une façon de céder à la personnalisation des enjeux présidentiels, une personnalisation dont on mesure combien elle écrase le débat et empêche l'intervention citoyenne. Enfin, quelle force organisée, porteuse de projet et d'engagement représente-t'il pour garantir l'avenir ?... Le NON aurait-il pu être majoritaire, s'il n'avait pu s'appuyer sur la force militante, sur la force élue du PCF ? ... Quant à BESANCE-

NOT, ses convictions antilibérales sont fortes, son engagement à combattre la droite l'est tout autant mais l'ayant battu, il ne veut plus se mêler de l'alternative à construire et laisse ainsi le champ libre au Parti Socialiste !

Nous ne nourrissons aucune illusion sur la volonté du PS de transformer la société son non engagement actuel ou le flou de ses propositions... si le débat devait en rester là.

Qui mieux que Marie-George BUFFET ?

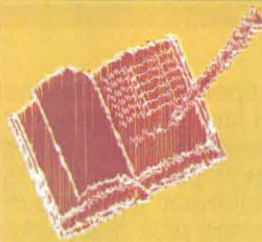
Marie-George BUFFET vient de déclarer très justement «Il y a danger, la gauche doit être au rendez vous et pour cela avoir le courage de proposer une politique vraiment à gauche». Qui mieux qu'elle,

dans la compétition électorale, peut incarner, aux yeux de toute la gauche, le courage, la volonté de faire réussir une alternative de progrès social, une avancée démocratique qui mette fin à la Vème République ? Qui mieux qu'elle, peut nous assurer que les engagements pris seront portés dans les

institutions, dans la majorité, au gouvernement si les conditions sont créées pour y parvenir. Et c'est à cela qu'avec vous nous voulons travailler. Qui mieux qu'elle peut compter sur la réalité militante, l'engagement d'un Parti actif dans les luttes, dans le mouvement social, actif dans les communes, les

Conseils généraux, les Conseils régionaux, les Parlements français et européen à combattre la droite, à améliorer la vie des gens, à faire bouger la gauche, les limites de sa gestion en l'ouvrant à l'intervention citoyenne, en faisant grandir les possibles pour améliorer et changer la vie ?

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



SAMEDI 17 JUIN : Forum débat de 9h à 12h à Ancenis sur les thèmes «**quelles différences y a-t-il entre les élus de gauche ? Qu'est-ce qu'une gestion de gauche ?**» Avec la présence d'élus socialistes, communistes et verts.

MERCREDI 14 JUIN : Comité local de la section de Nantes 18h30 à la Fédération.

JEUDI 15 JUIN : Comité local de la section de Brière, 20h à Saint-Joachim.

MARDI 20 JUIN : Conseil départemental de la Fédération, 18h au siège 41 rue des Olivettes à Nantes.

MERCREDI 21 JUIN: Comité local de la section de Loire et Sèvre 19h Espace Beautour à Vertou.

JEUDI 22 JUIN : Comité local de la section de Saint-Nazaire à 18h30 au siège.

JEUDI 22 JUIN : Assemblée générale de l'ADECRA (Association des Elus Communistes et Républicains) à 17h30 salle de la Fraternité à Couëron.

■ VU SUR LA FÊTE

Quand la jeunesse met la pression

Cette année, l'espace jeune a été parmi les endroits les plus animés de la Fête. Et ce n'est pas uniquement parce que les jeunes communistes, dont le stand n'a pas désempli, disposaient d'une machine à pression qui a contribué à désaltérer plus d'un participant. La réponse est peut être plutôt à chercher du côté d'une jeunesse en lutte, victorieuse cette année contre le contrat première embauche. Dans le stand lycéens, des acteurs et actrices du mouvement rappelaient la construction de la victoire et se remémoraient les bons moments passés en manifs, en lutte, dans le lycée comme dans les rues. Chez leur voisin de l'UNEF, entre deux discussions



sur le syndicalisme étudiant, on goûtait un repos bien mérité après deux longs mois de mobilisation sur la fac. Quand aux jeunes CGT, ils avaient choisi de mettre l'accent sur les 70 ans du Front populaire avec une exposition retraçant les grandes luttes qu'a connu la Loire-Atlantique depuis les années 30. Et c'est bien la lutte qui rassemblait les jeunes réunis dans cet espace animé de concerts et de débats vifs et fraternels. Les pieds dans l'herbe sous le soleil, on pouvait se prendre à rêver à un autre avenir, persuadés pour la plupart que le capitalisme a fait son temps ! Et juré, les initiateurs de cet espace jeunes ont décidé de recommencer l'année prochaine avec l'intention non dissimulée de faire mieux, beaucoup mieux encore.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Yannick Chéneau
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 35 40 55
e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Michel DEJEU
Michel LUCAS
Jean-Paul MARTEL
Jean-Yves MARTIN
Aymeric SEASSAU
Yann VINCE



Vite lu...

Le banquet des jeunes communistes

Une initiative ouverte à tous

Depuis qu'ils se sont reconstruits, les jeunes communistes veulent organiser un banquet annuel où se retrouvent des adhérents du Parti, des jeunes communistes d'autres fédérations, des membres de leur entourage, et d'autres camarades de lutte. Le banquet de l'année dernière avait été un succès, une cinquantaine de copains avaient participé à la soirée. Le bénéfice que nous avons tiré de cette chaleureuse et conviviale nuit avait aidé à finan-



cer le départ de 3 de nos jeunes camarades pour le festival mondial de la jeunesse et des étudiants. Cette année, nous renouvelons l'initiative le vendredi 23 juin à partir de 19h. Au programme : buffet campagnard, bar, tombola, animation musicale. Ce banquet sera une nouvelle fois l'occasion de festoyer mais aussi une activité militante financière qui servira au départ de quelques jeunes pour un voyage de solidarité à destination du Viêt-Nam. Ce voyage se déroulera au mois d'août, il aura pour objectif le financement de la construction de puits sur les hauts plateaux et la sensibilisation de l'opinion publique sur les dégâts provoqués par les bombardements chimiques américains durant la guerre. Nous vous invitons à réserver votre participation à ce banquet ou à soutenir notre démarche en nous envoyant quelques euros à la Fédération. Nous espérons que beaucoup d'entre vous seront présents. Pour plus d'informations contactez Aymeric (06 13 49 11 59) ou Pedro (02 40 35 03 00).

Il fallait se le dire



Vos avis, vos réflexions sont nécessaires pour que nous puissions ensemble comprendre et mieux appréhender notre action.

« NLA 41 rue des Olivettes 44000 Nantes »
e-mail : nla@wanadoo.fr

La Fête est bien sûr un lieu privilégié pour rencontrer les lecteurs du journal. Débats, discussions, échanges, appréciations sur le journal,

son contenu, ses rubriques n'ont pas manqué. Une nouvelle fois, c'est une satisfaction générale qui se dégage. L'utilité de la

page «événements, culture» revient souvent notamment par les choix de livres qui sont présentés. Il est bien, nous dit André de Saint-Nazaire, de traiter l'actualité politique générale comme nous le faisons. Cela donne pour les lecteurs des arguments faciles à reprendre et de plus il n'y a aucun décalage avec l'actualité. Aucune page ne laisse insensible qu'il s'agisse de la page «sociale» ou celle des «élus».

Parlons argent
C'est le cas de Michel

de Nantes, de Jean-Luc ou de Claude de la Brière qui tous trois s'excusent de ne pas avoir donné à la souscription et qui ne manqueront pas de le faire dans les prochains jours.

Au fait, une bonne nouvelle, la barre des 5 000 euros de souscription vient d'être atteinte. Un premier résultat qui peut encore progresser dans les prochains jours. Nous vous proposons de publier dans notre prochain numéro, la liste de nos souscripteurs qui clôturera la souscription 2006.

RENAULT
NOUVELLE CLIO.
ÉLUE VOITURE DE L'ANNÉE 2006

Centre Automobile de l'Étoile
380 route de la Côte d'Amour
Saint-Nazaire
02 40 17 20 20

DANS LE RESEAU RENAULT
Concessionnaires et Agents participants